

sujet, permettez-moi de lire ce que le premier ministre a dit et qui est rapporté, page 8 du texte.

Je sais ce que c'est qu'un lundi soir. Personne n'a songé qu'il y aurait vote.

Cela peut uniquement s'expliquer par le fait—et je suis magnanime en disant cela—que le premier ministre n'était pas ici lundi; il était en vacances à la Jamaïque.

**Des voix:** Honte.

**L'hon. M. Fulton:** C'est un fait indéniable. Le premier ministre n'était pas ici lundi; il était en vacances à la Jamaïque. Mais, nous a-t-il dit, d'après la transcription, on l'a informé par téléphone à six heures du soir lundi, que tout marchait bien et que la situation était bien en main. Voilà le message qu'il a reçu à six heures du soir à la Jamaïque d'après son propre témoignage—quand le gouvernement avait évité la défaite de justesse ce même après-midi lors d'un vote qu'il a remporté par une majorité de trois voix. Tout marchait bien. La situation était bien en main, monsieur l'Orateur.

Ce n'était pas un vote imprévu. Il n'y a pas eu de tromperie. Les députés n'ont pas subitement émergé des coulisses. Le premier ministre n'a pas raison de dire qu'on ne prévoyait aucun vote, car voici ce qui est arrivé: l'opposition a combattu cette mesure à toutes les étapes des délibérations. Nous nous sommes opposés au budget en novembre dernier comme l'a montré notre vote. Nous avons voté contre le bill de l'impôt sur le revenu, en deuxième lecture, contrairement à l'impression laissée par le premier ministre durant l'émission. Nous avons voté contre la mesure lundi en comité et, je le répète, le gouvernement, lundi après-midi, a échappé de justesse à la défaite dans un vote qu'il a remporté par 65 contre 62. C'est le gouvernement qui a proposé la troisième lecture lundi soir. Il n'y a eu aucune surprise.

Je décris les événements comme ils se sont vraiment déroulés afin de montrer l'inexactitude de la déclaration du premier ministre, ce qui correspond donc à une calomnie vis-à-vis des députés et porte atteinte aux privilèges de la Chambre.

Contrairement à ce qu'a dit le premier ministre, il était bel et bien évident qu'il y aurait un vote lors de la troisième lecture. Ce

[L'hon. M. Fulton.]

n'est pas nous qui avons demandé la troisième lecture; elle n'a pas non plus été imposée au gouvernement par surprise. En fait, selon la procédure habituelle de la Chambre, il est normal de procéder immédiatement à la troisième lecture lorsque la deuxième lecture a eu lieu un autre jour et que la Chambre a complété l'étude en comité. Mais le gouvernement demeure maître de la situation. Il aurait pu reporter la troisième lecture s'il l'avait voulu, mais il ne l'a pas fait: il a demandé la troisième lecture. Nous avons accepté et l'opposition s'est prononcée sur la troisième lecture. C'est ainsi que le gouvernement a été défait lundi soir dernier.

L'opposition a voté en sachant très bien quel serait l'effet de son vote et quelles conséquences en découleraient, et il faut supposer que le gouvernement a accepté le vote en sachant très bien quelle en était la portée. Le premier ministre a donc tort de dire que personne ne s'attendait à ce qu'il y ait un vote lundi soir. Il a tort de dire qu'il s'agit d'une tromperie. Il a tort de dire qu'il s'agit d'une crise montée de toutes pièces. Du moins, il a certainement tort lorsqu'il laisse entendre qu'elle a été montée par tout autre que le gouvernement lui-même. (*Applaudissements*)

Donc, dans ces circonstances, la seule ligne de conduite qu'il convient à la Chambre de suivre maintenant, c'est de prendre la question en délibéré et de le faire en comprenant bien que les députés ont été calomniés et que ce que la Chambre a fait a été discrédité par le premier ministre lui-même, le premier dignitaire de la Chambre. Le premier ministre devrait veiller aux mots qu'il emploie, car s'il y a quelque tromperie que ce soit dans la situation actuelle, c'est bien dans la motion équivoque, inouïe et trompeuse que le très honorable représentant a lui-même inscrite hier au *Feuilleton*. (*Applaudissements*)

Je propose donc, monsieur l'Orateur, appuyé par le député de Calgary-Nord (M. Harkness):

Que les paroles prononcées par le premier ministre le 21 février 1968 lors d'une interview télévisée au réseau d'État:

«C'est ainsi que des élections devraient être déclenchées et non pas par ce genre de tromperie pratiqué lundi soir.»

«Laissez-vous ces gens vous manœuvrer de manière que leur tromperie vous mène à des élections générales à ce moment-ci?»